

*Les crédits*

J'ai écouté très attentivement les propos de mon collègue d'en face. La compétitivité semble l'intéresser au plus haut point, au même titre qu'une main-d'oeuvre bien formée et que l'enseignement. Je pense que personne ne contestera un tel ordre de priorité à la Chambre, mais je voudrais poser deux ou trois questions précises.

Au cours de ces derniers mois, j'ai reçu de mes électeurs plus de 6 000 réponses à un sondage. Leur préoccupation numéro un est qu'on réduise le déficit et que le gouvernement commence à rembourser la dette.

En ce qui concerne la compétitivité, c'est une question qui nous concerne tous. Le député a dit que les gens sont essentiels à la solution du problème. Cela concerne non seulement tous les paliers de gouvernement, mais aussi les organismes, la main-d'oeuvre, les établissements d'enseignement, la recherche et le développement ainsi que les sciences et la technologie.

Nous devrions dialoguer aujourd'hui avec la ferme résolution de trouver des solutions et des idées pour progresser ensemble. Alors que nous suivons les hauts et les bas que l'Ontario connaît sans aucun doute, il y a d'autres régions du Canada qui sont touchées aussi.

La compétitivité est la priorité absolue. Nous avons certes besoin d'une population instruite et bien formée, mais comment allons-nous nous y prendre pour y parvenir?

J'ai présidé le comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie; nous avons présenté un rapport, en 1988 je crois. Le gouvernement dépensait en 1988 un peu plus de 5 milliards de dollars dans tous les ministères fédéraux pour la recherche et le développement ainsi que les sciences et la technologie. Nous avons aussi créé des bourses pour les sciences et la technologie dans les centres d'excellence. C'est répondre au problème dans un domaine.

Nous avons modifié la loi sur l'assurance-chômage pour consacrer de l'argent de ce fonds à la formation des chômeurs. Ce montant s'élève, je crois, à 3 ou à 3,8 milliards de dollars cette année. Je pense que le député dit que ce n'est pas suffisant.

Qu'il s'agisse des impôts fédéraux, provinciaux ou municipaux, c'est toujours le même contribuable qui les paye. Nous allons devoir percevoir plus d'argent pour mettre en oeuvre les résolutions que le député présente aujourd'hui. Personne ne conteste que nous avons besoin d'une population instruite. Il n'y a que la Suède qui dépense plus que nous par habitant pour l'enseignement.

Cet argent doit être dépensé d'une manière plus efficace et plus rentable.

Je voudrais que le député nous dise exactement qui va payer ou, en fait, comment nous allons redistribuer le financement pour atteindre les objectifs qu'il a fixés.

**M. Bevilacqua:** Monsieur le Président, je voudrais remercier la députée de sa question. De toute évidence, le gouvernement ne parle pas le même langage que le reste des Canadiens.

Alors que les Canadiens ont besoin d'emplois, le gouvernement se démet de sa responsabilité à cet égard. Quand on examine le plan directeur qu'il a présenté, on constate qu'il ne contient rien de véritablement prometteur pour l'avenir. Seule une très petite partie du budget est consacrée à des secteurs essentiels pour l'avenir, dont la recherche et le développement, l'éducation ainsi que la formation des jeunes.

Personnellement, je ne vois pas comment le gouvernement a l'intention d'assurer l'avenir du Canada. Ce que les Canadiens lui demandent, c'est de prendre des engagements plus fermes en matière d'éducation afin de bâtir une société où les gens sont hautement compétents et bien rémunérés. Pour cela, il doit aller au-delà des belles paroles et agir.

Il est temps que les Canadiens et que le gouvernement en particulier comprennent que nous avons besoin d'un nouveau contrat, d'une nouvelle entente entre les citoyens, individuellement et collectivement, et le gouvernement. C'est pourquoi je dis à la députée d'en face que son plan ne fonctionne tout simplement pas et que son message ne passe pas.

De ce côté-ci de la Chambre, nous savons bien que la recherche et le développement ainsi que l'éducation et la formation doivent faire partie des projets de développement économique. Nous savons bien qu'il est impossible d'être compétitif quand 30 p. 100 des élèves du secondaire abandonnent les études. Nous le savons.

Ce qu'il faut faire, ce que d'ailleurs tout député responsable doit faire, c'est examiner la situation de l'intérieur et chercher des solutions.

• (1040)

La politique du gouvernement est un échec. Il y a encore plus de 400 000 jeunes chômeurs. Cet été, il y aura des jeunes qui n'auront plus les moyens de poursuivre leurs études. Il faut veiller à donner aux Canadiens les bases dont ils ont besoin.